SEA UNSA éducation
Syndicat de l'Enseignement agricole

COMMUNIQUÉ

Vers une Sécurité sociale à deux vitesses ? Le point de vue de l'UNSA

ACTUS MILITANTES



Les Echos

N° 24344
lundi 25 novembre 2024
Édition(s) : Édition principale
Page 12
605 mots - 2 min

IDÉES—LE POINT DE VUE

Vers une Sécurité sociale à deux vitesses ?

La santé est au coeur des préoccupations des Français, selon un récent sondage Ipsos pour le Conseil économique, social et environnemental (Cese). Pourtant, notre système de remboursement des soins par l'Assurance Maladie subit des transformations profondes, opérées à l'abri des regards, qui menacent les fondements de notre modèle social.

Depuis plusieurs années, le désengagement progressif de l'Assurance Maladie en matière de remboursement des soins se poursuit. En 2023, la Sécurité sociale a augmenté le reste à charge pour les soins dentaires. En 2025, le gouvernement prévoit d'étendre cette hausse aux consultations médicales et aux soins dispensés par les sages-femmes. Cette augmentation constante du reste à charge, amplifiée début 2024 par le doublement des franchises et par la majoration des participations forfaitaires - sommes qui sont déduites de nos remboursements -, installe insidieusement une société à deux vitesses : ceux qui accèdent aux soins et ceux qui en sont privés.

Pour l'Unsa, un débat public s'impose quant à cette transformation silencieuse de notre système de santé. Les partenaires sociaux, l'Assemblée nationale, le Sénat, le Cese doivent y jouer un rôle central. Il ne s'agit pas d'une simple question budgétaire traitée chaque année dans le PLFSS. Il est ici clairement question du modèle social que nous aspirons à construire ensemble. Réaffirmons notre engagement envers les principes de solidarité et de justice sociale. Notre Sécurité sociale, fondée sur l'égalité d'accès aux soins, est un pilier de notre édifice républicain et doit le demeurer.

Notre système de remboursement des soins par l'Assurance Maladie subit des transformations profondes, opérées à l'abri des regards, qui menacent les fondements de notre modèle social. Pour l'Unsa, un débat public s'impose. Réaffirmons notre engagement envers les principes de solidarité et de justice sociale. Notre Sécurité sociale, fondée sur l'égalité d'accès aux soins, est un pilier de notre édifice républicain et doit le demeurer.

La santé est au coeur des préoccupations des Français, selon un récent sondage Ipsos pour le Conseil économique, social et environnemental (Cese). Pourtant, notre système de **remboursement des soins** par l'Assurance Maladie **subit des transformations profondes**, opérées à l'abri des regards, **qui menacent les fondements de notre modèle social.**
Depuis plusieurs années, le d**ésengagement progressif de l'Assurance Maladie en matière de remboursement** des soins se poursuit. En 2023, la Sécurité sociale a augmenté le reste à charge pour les soins dentaires. En 2025, le gouverne? ment prévoit d'étendre cette hausse aux consultations médicales et aux soins dispensés par les sages-femmes. Cette augmentation constante du reste à charge, amplifiée début 2024 par le doublement des franchises et par la majoration des participations forfaitaires - sommes qui sont déduites de nos remboursements -, **installe insidieusement une société à deux vitesses : ceux qui accèdent aux soins et ceux qui en sont privés**.

Pour **l'Unsa, un débat public s'impose** quant à cette transformation silencieuse de notre système de santé. Les partenaires sociaux, l'Assemblée nationale, le Sénat, le Cese doivent y jouer un rôle central. Il ne s'agit pas d'une simple question budgétaire traitée chaque année dans le PLFSS. Il est ici clairement question du modèle social que nous aspirons à construire ensemble. **Réaffirmons notre engagement envers les principes de solidarité et de justice sociale**. Notre

Sécurité sociale, **fondée sur l'égalité d'accès aux soins, est un pilier de notre édifice républicain et doit le demeurer**. La santé ne peut pas devenir un luxe réservé à quelques privilégiés. Réformer notre système de santé nécessite une réflexion approfondie et partagée sur l'accès équitable aux soins pour tous et toutes, sans distinction de revenu.

Le point de vue de Laurent Escure est secrétaire général de l'Unsa (Union nationale des syndicats autonomes). Dominique Corona est secrétaire général adjoint de l'Unsa, publié dans les Echos.

Lire la tribune complète publiée dans Les Echos